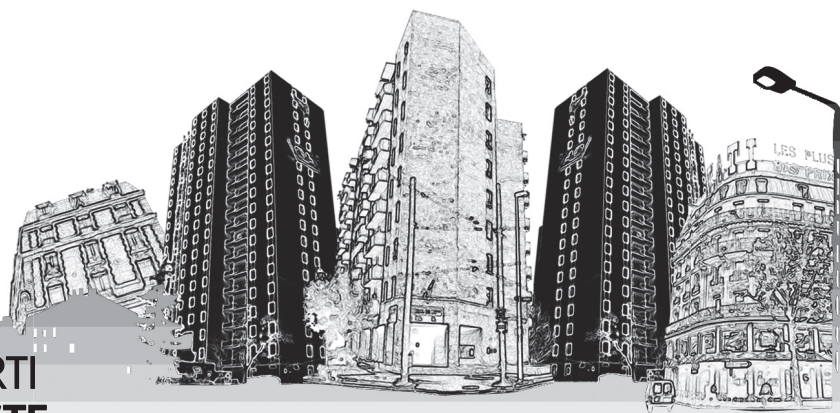




NPA NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



www.npa2009.org

Quartiers en état d'urgence sociale!

Dans les quartiers, on accepte les boulots les plus durs. On se lève souvent tôt pour aller bosser, on se contente de salaires de misère et on galère pour boucler les fins de mois.

Heureusement le quartier c'est aussi la solidarité entre les familles, des habitants qui luttent au jour le jour et qui ne font pas que subir.

Parfois on en a marre. Marre du racisme, du mépris, de la misère et des violences policières. Et « ça pète »!

Chômage en force

20% de chômeurs en moyenne et, dans certains quartiers, jusqu'à 40%.

répétés, descente de police « musclées ».

Echec scolaire

Des classes surchargées, des profs en moins, 150 000 jeunes qui sortent de l'école sans diplôme ni qualification

Justice... ou injustice!?

Une justice qui emprisonne au taquet quand il s'agit de jeunes des quartiers. Par contre quand c'est un policier, un patron ou un politicien qui détourne de l'argent c'est plus pareil, eux ils ont souvent du sursis.

Un toit mais pour qui?

Manque de logements, logements insalubres des loyers de plus en plus chers.

Quartiers à l'abandon

Des bureaux de poste qui ferment ; des rez-de-chaussée vides, des appartements murés, des gares mal desservies, des bus qui passent rarement.

Police cowboy

Bavure, harcèlement, humiliations, contrôles d'identité



POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

Misère, Chômage, Précarité

Avec la crise, tout le monde est concerné par l'explosion du chômage et de la précarité.

Mais dans les quartiers populaires, c'est encore pire.

Dans les Zones Urbaines Sensibles, alors que le taux de chômage est de près de 20% (40% pour les jeunes), le chômage a augmenté de près de 60% depuis janvier 2008 et de 104% pour les jeunes diplômés Bac+3 ou plus.

L'effondrement des emplois en intérim touche de plein fouet les habitants des quartiers.

Quand on travaille c'est souvent en intérim, en CDD ou en emplois aidés. Les embauches en CDI se font rares.

Pour les salaires, c'est souvent au smic ou à peine plus. 28% des salariés (39% pour les femmes) dans les « quartiers » touchent un bas revenu (- de 455 euros par mois).

Du coup, tout le monde a des difficultés à « boucler les fin de mois ».

La seule réponse du gouvernement c'est la création de multiples emplois aidés et le développement de contrats d'apprentissage qui condamnent un peu plus les habitants des quartiers à la précarité.

Ou alors c'est la création de zones franches urbaines qui permettent aux entreprises de s'en mettre plein les poches à coups d'exonérations de cotisation sociale tout en refusant le plus souvent d'embaucher les gens du quartier.

Des services publics aux abonnés absents

Alors que le gouvernement donne des milliards aux banques, il n'y a pas un centime pour les services publics. Le nombre de fonctionnaires diminue, la qualité du service rendu aux usagers baisse et les services publics sont privatisés les uns après les autres (France-Télécom, La Poste...)

Et encore une fois les quartiers populaires sont les plus touchés.

Ils sont mal desservis par les transports en commun, les habitants galèrent pour aller travailler, faire leur course, ou sortir le soir et/ou le WE.

Quant à l'école, avec le délabrement des locaux, la fermeture de classes, la réduction du personnel éducatif, la fin du Bep et le passage du bac pro de 4 à 3 ans, les « filières-poubelles », de nombreux jeunes sont condamnés à l'échec scolaire.

Les queues s'allongent aux guichets de la Poste de moins en moins nombreux quand le bureau de poste du quartier ne ferme pas tout simplement.

Les agences « Pôle-emploi » fliquent les demandeurs d'emploi au lieu de les aider et elles ont de moins en moins de moyens pour assurer un service de qualité.

Les services de santé de proximité comme les dispensaires et les centres de santé ferment.

Les plannings familiaux qui jouent un rôle fondamental dans l'accueil et l'information de nombreuses femmes des quartiers sur notamment la contraception, l'avortement, et les violences conjugales sont menacés.

Une crise du logement

● 3.5 millions de mal logés, 100000 sdf, un déficit de 1.5 millions de logements au moins.

● Du coup, la spéculation se développe, chasse les plus pauvres des centres-villes et les force à s'entasser dans des quartiers périphériques de plus en plus éloignés.

● Les cités sont laissées à l'abandon. Le parc HLM vieillit (67% du parc à plus de 20 ans) et sa rénovation est trop lente.

● Dans les quartiers, les appartements vides sont murés alors que des familles sont à la rue.

● Et que fait le gouvernement ?

● Il refuse d'appliquer la loi de réquisition des logements vides et il ferme les yeux devant la non-application par les villes de la loi qui les oblige à avoir 20% de logements sociaux.

● Il finance des démolitions d'immeubles très souvent en bon état sans concertation avec les habitants et dans la majorité des cas sans relogement à proximité et sans reconstruction à la hauteur des destructions.

● Il fait reculer le secteur locatif, pousse à l'accession à la propriété. Souvent, les nouveaux propriétaires s'endettent et au final ce sont les banques qui possèdent leur appartement ! Le rêve se transforme en cauchemar.



Police partout, justice nulle part!

Mohamed el-Matari, octobre 2009, Fréjus,
Ali Ziri juin 2009, Argenteuil, Hakim
Adjimi, mai 2008, Grasse, Mouschin
et Laramy novembre 2007, Villiers-le-bel, Zyed
et Bouna, octobre 2005 Clichy-sous-bois...

La liste de ceux qui sont morts suite à des interventions policières est longue.

Et depuis que les policiers sont équipés de flashball, la liste de ceux qui ont perdu un oeil ou l'audition d'une oreille s'allonge : Joachim à Montreuil, Sékou aux Mureaux, Dominique et Bruno à Villiers-le-Bel, Samir à Neuilly-sur-Marne.

Ces victimes de violences policières c'est la face visible de ce que vivent au quotidien les habitants des quartiers dans l'indifférence générale: harcèlement policier, contrôles d'identité au faciès, humiliations, tutoiements, descentes de police et interpellations musclées...

Quand « ça se passe mal », et qu'un habitant interpellé est blessé ou tué, c'est toujours la même histoire: les médias, la droite, mais aussi trop souvent la gauche, reprennent la version de la police, parlent de « légitime défense » et d'« outrage et rébellion ». Rien n'est dit sur la répression quotidienne, la misère sociale, le chômage massif, la précarité, l'échec scolaire, le racisme, les discriminations...

Sans compter que Sarkozy veut encore aller plus loin dans la répression avec la généralisation de la vidéo-surveillance et la multiplication des lois répressives

(loi de « prévention de la délinquance », loi contre la récidive, suppression des réponses éducatives dans la justice des mineurs, projet de couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans...).

La surpopulation des prisons et la dégradation des conditions de détention poussent certains détenus au suicide: 64250 personnes incarcérées (dont une majorité de pauvres) pour 51 000 places.



● Racisme, Islamophobie, ● Discriminations

- **L**orsqu'ils cherchent du boulot ou un logement par exemple, les habitants des quartiers sont souvent discriminés à cause de leur nom, leur origine,
- leur couleur de peau, leur religion... mais aussi leur adresse. Même quand ils sont diplômés du supérieur,
- ils souffrent deux fois plus du chômage qu'ailleurs à diplôme égal. A ces discriminations flagrantes
- s'ajoutent dans la vie quotidienne le refoulement à l'entrée des boîtes de nuit, les petites réflexions racistes, les blagues douteuses, le soupçon généralisé.
- Le seul fait d'être musulman suffit parfois à être suspecté d'être un terroriste.
- Avec le débat sur l'identité nationale, Sarkozy à la veille des élections en rajoute sur la diabolisation et la stigmatisation de ceux qui sont déjà victimes du racisme au quotidien.

● Clientélisme, Récupération

- **T**out le monde sait comment ça se passe sur les quartiers. Les responsables politiques locaux de droite comme de gauche monnayent
- les subventions aux associations en échange d'un soutien à leur politique. Certains ont même une
- longue tradition de récupération à leur profit des réseaux et des collectifs militants qui organisent
- les luttes dans les quartiers. A chaque fois que des associations revendiquent leur indépendance
- par rapport au pouvoir politique, elles prennent le risque de se voir « sucrer » les subventions.



**CHÔMAGE DE MASSE,
SOUS-EMPLOIS, LOGEMENTS INSALUBRES, ÉCOLES AU RABAIS!
RÉPRESSION, RACISME, HUMILIATIONS HARCÈLEMENT,
CRIMES ET VIOLENCES POLICIÈRES IMPUNIS!**

ASSEZ!

QUARTIERS DEBOUT!

La révolte des banlieues en 2005 exprimait la colère et le désarroi des jeunes et moins jeunes face à la misère, à l'exclusion, au racisme et au mépris.

La droite cogne et la gauche ne propose souvent que résignation et clientélisme.

Il faut une vraie gauche de combat qui se batte avec et au côté des habitants pour imposer leurs revendications.

Le NPA veut rompre avec les pratiques de récupération et de clientélisme. Son objectif est de faciliter l'auto-organisation et de permettre la convergence avec tous ceux qui sont prêts à résister sans concession à la politique de Sarkozy.

Un emploi stable pour tous

Interdiction des licenciements

Augmentation de 300 euros net des salaires et des minimas sociaux / Pas de revenus en dessous de 1500 euros net.

Réduction et partage du temps de travail pour créer des emplois.

Transformation des emplois aidés et CDD en CDI / Interdiction des temps partiels imposés.

Des services publics de qualité

Arrêt des privatisations et gel des tarifs (Poste, EDF, GDF, Mutuelles...)

Retour et amélioration de tous les services publics dans les quartiers (poste, école, anpe et missions locales...), création d'emplois dans tous les services publics et augmentation de leurs moyens pour assurer un service adapté aux besoins de la population.

Gratuité des transports publics et désenclavement des quartiers grâce au développement du réseau de transport.

Droit au logement

Création d'un vrai service public du logement, arrêt des démolitions, rénovation des HLM, construction massive de logements sociaux, transparence dans l'attribution des logements, réquisition des logements vides et gel des loyers et des charges.

Arrêt des violences policières / Justice pour les quartiers

Ce n'est pas à la police (police des polices) de mener l'enquête lors de « bavures » policières et la justice doit cesser de couvrir systématiquement la police.

Dissolution de la « Brigade anti-criminalité » (BAC), interdiction du « Taser » et du « flash ball »

Arrêt du tout répressif, priorité à la prévention et à l'éducation populaire, à l'accompagnement et à la formation pour la jeunesse.

Lutte contre les discriminations

Les plaintes pour discrimination à l'embauche ou au logement doivent être facilités et soutenues par l'Etat qui ne doit plus hésiter à sanctionner durement les entreprises et les particuliers qui s'en rendent coupables.

Allons bousiller ce système!

**Pour la transformation révolutionnaire
de cette société capitaliste**

